

Thibault à Sarko : « Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail. »

samedi 28 novembre 2009



Thibault, le réformiste

de **Martine Gilson**

Le leader de la CGT sera réélu, début décembre, pour un dernier mandat. Paradoxalement, il a installé une relation de confiance avec l'Elysée de Nicolas Sarkozy. Il a aussi profondément changé la culture de la première centrale syndicale française.

« Sarkozy, au moins, il a des c... Il défend l'industrie française ! » Cri du cœur d'un parlementaire sarkozyste pur sucre ? Pas du tout ! Cet éloge émane d'un très proche de... Bernard Thibault, le leader de la CGT, qui, le 7 décembre à Nantes, va ouvrir le 49e Congrès de la centrale syndicale. Thibault va bien sûr être réélu pour trois ans à la tête du premier syndicat français. Mais ce devrait être son dernier mandat : il compte ensuite «faire monter» Frédéric Imbrecht, le leader de la Fédération de l'Energie.

Ca tombe bien : **ce serait Imbrecht qui - en 2004 - aurait donné à un Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Economie, le «goût» de la CGT, au moment de l'ouverture du capital d'EDF...**

Hé oui. Il semblerait que l'arrivée de Sarkozy à l'Elysée ait installé une version moderne des «gaullo-coco», le mythique attelage gaullistes- communistes d'après la Seconde Guerre mondiale. Bernard Thibault, le héros des grèves des transports de 1995, qui a 50 ans aujourd'hui, ne nie pas le réchauffement : «Pour Sarko, tous les sujets passent par des relations personnelles. Mais il y a longtemps que j'ai épuisé mes capacités d'influencer ses décisions ! » Pour Raymond Soubie, le conseiller social du chef de l'Etat, «ils ont, certes, tous les deux un penchant pour l'industrie. Mais au plus le président tient tout simplement compte du principe de réalité qui fut sous-estimé dans le passé : la CGT est la première organisation syndicale française. L'équilibre est rétabli».

Si François Mitterrand n'avait pas de syndicaliste préféré, de fait, le choucho de Jacques Chirac, c'était Marc Blondel, à l'époque secrétaire général de FO. Blondel, la bonne chère, les bonnes bières. Et le préféré de son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin ? François Chérèque, le numéro un de la CFDT, le réformiste. Longtemps après la chute du mur de Berlin, ces deux hommes politiques de droite continuaient à se méfier de la CGT, historiquement trop proche des communistes.



Les signes de cette entente paradoxale abondent. **Souvenez-vous de la grève des cheminots, à l'automne 2007.** Le président Sarkozy décide de réformer les régimes spéciaux de retraite de la SNCF, de la RATP et des électriciens-gaziers. Il veut, en 2012, faire passer de 40 à 41 le nombre d'années de cotisation. La grève éclate à la mi-octobre. Prévus pour 24 heures, elle dure. **Le secrétaire général de la CGT ne sait comment arrêter ses troupes.** Didier Le Reste, un «dur», responsable de la Fédération CGT des Cheminots, est embêté : il a peur de la concurrence de SUD-Rail.

Thibault se rend à l'Elysée, où Sarkozy lui répète qu'il ne cédera pas. Thibault lui dit en substance : «Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.» Son entourage doute, mais Sarkozy croit à cet engagement. **Thibault propose alors un deal à Xavier Bertrand, ministre du Travail : si les négociations ont lieu entreprise par entreprise, en présence d'un représentant de l'Etat, le mouvement cessera.** Marché conclu. Et, après quelques hoquets... le travail reprend effectivement. Le numéro un de la CGT vient d'entrer définitivement dans le clan des réformistes !



Recherche de compromis

Autre épisode : à la rentrée 2008, Nicolas Sarkozy reçoit à l'Élysée l'ensemble des syndicats. Il serre longuement la main de Bernard Thibault, lui demande s'il a passé de bonnes vacances. Mais il passe devant François Chérèque comme s'il ne l'avait pas vu. Sarkozy n'a pas du tout apprécié le livre que le leader de la CFDT vient de publier (1). Dans cet ouvrage, Chérèque révèle que le président de la République lui a proposé une amnistie, quelques semaines après le scandale de l'UIMM, Il faudra toute l'habileté de Raymond Soubie pour ramener son patron à de meilleures intentions. **Plus récemment, le choix d'Henri Proglio, le président de Veolia, pour remplacer Pierre Gadonneix à la tête d'EDF s'est fait avec l'appui de Bernard Thibault.** La CGT émettait des critiques sur les acquisitions internationales de l'électricien.

Cette propension à réformer la centrale, à chercher des compromis sur les grands sujets, faisait bien partie du mandat de Bernard Thibault quand son prédécesseur Louis Viannet lui passe le relais, en 1999. Mais la stratégie n'allait pas de soi pour cet homme au parcours étonnant. Enfant, le jeune Bernard ne lit pas les journaux. Son père est bûcheron à la Ville de Paris, sa mère élève ses trois enfants. Le week-end, il bricole son Solex. A 16 ans, il entre dans un centre d'apprentissage de la SNCF. Pas rebelle pour un sou. Ce n'est qu'en 1977 qu'il s'encarte à la CGT : un vieux syndicaliste est harcelé par un petit chef, ce qu'il ne supporte pas. Moins de vingt ans plus tard, il portera pendant trois semaines la grève lancée par les cheminots (sauf les cédétistes) contre la... réforme des régimes spéciaux de retraite voulue par Alain Juppé. C'est la grève historique de décembre 1995 qui finit par faire reculer le Premier ministre. Ce pragmatisme est davantage dans les gènes de l'autre grande centrale. **«Thibault fait ce que la CFDT a décidé avant lui, et il s'y tient. Et je pense qu'il s'y tiendra, estime Marcel Grignard, secrétaire national de la CFDT.** Le problème, c'est l'évolution nécessaire des structures de la CGT. Et ça, je ne sais pas comment il s'y prendra.» Bernard Thibault, lui, est serein. «Aujourd'hui, affirme-t-il, nous sommes dans le vrai. Nous n'avons plus de crise identitaire.» Pourtant, la contestation interne a été bruyante ces derniers temps. Il y a eu Xavier Mathieu, responsable cégétiste de Continental, qui - déçu du faible soutien de la centrale - a traité son secrétaire général de «racaille»... Et aussi Jean-Pierre Delannoy responsable de la CGT Métallurgie du Nord-Pas-de-Calais, opposant de toujours à la ligne réformiste, qui, pour la première fois, se présente à Nantes contre Thibault.



Pas de quoi affoler le numéro un. «Le syndicalisme à la «Conti» n'est pas le nôtre, explique le secrétaire général. Dans une négociation, notre premier objectif n'est pas d'obtenir la prime de départ la plus importante.» Il reste cependant beaucoup à faire, concède Thibault : «Nous n'avons toujours pas atteint le million d'adhérents E nous faut conquérir les jeunes, leur parler vrai» Autre objectif majeur : favoriser l'unité d'action pour parvenir au «syndicalisme

rassemblé». Depuis quelque temps, **on voit souvent Thibault et Chérèque bras dessus, bras dessous**. Finies les fâcheries de 2003, quand le numéro un de la CFDT signait seul l'accord sur les retraites de François Fillon, alors ministre du Travail. **Les retrouvailles ont été scellées en août 2008, avec l'accord sur la représentativité des organisations syndicales**.

Le congrès de Nantes doit, enfin, s'attaquer à la question des structures de la CGT. Le nombre des dirigeants va être considérablement réduit. Ce qui signera le départ de piliers historiques comme Jean-Christophe Le Duigou, le monsieur «retraites», et Maryse Dumas, la madame «emploi». Thibault installe la relève avant de passer la main.

(1)«Si on me cherche...», avec Carole Barjon, Albin Michel.

Longtemps Force ouvrière et son secrétaire général André Bergeron ont été les interlocuteurs privilégiés des présidents de la République comme de Gaulle, Pompidou ou Giscard d'Estaing.

Le chouchou de Jacques Chirac, c'était Marc Blondel, le patron de FO, avant qu'il ne lui préfère Nicole Notât à la suite des grèves de 1995.

► <http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2351/articles/a413629-.html>